



♦ **Tuerie de Toulouse / auditions / arrestations :** Le président (UMP) de la délégation parlementaire au renseignement Guy TESSIER a finalement renoncé hier à tenir une conférence de presse à l'issue des auditions, durant 2h30, du directeur central du renseignement intérieur (DCRI) Bernard SQUARCINI, du directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) Erard CORBIN de MANGOUX, du coordonnateur national au renseignement Ange MANCINI et de responsables de Tracfin et des Douanes. Il a cependant confié à l'AFP que la réunion s'est déroulée "dans un excellent climat" et qu'il n'y avait "aucune ombre au tableau" dans l'affaire Mohamed MERAH. Le président du groupe socialiste au Sénat François REBSAMEN a aussitôt réagi en estimant que "par cette déclaration, Guy TESSIER viole le secret défense qui recouvre les travaux de sa délégation", ajoutant qu'"il porte une appréciation personnelle sur l'action des services sans aucun élément pour l'étayer". Les trois sénateurs PS membres de la délégation, MM. Jean-Pierre SUEUR, Jean-Louis CARRERE et Didier BOULAUD, ont pour leur part déclaré que les propos de M. TESSIER "n'engagent que leur auteur". Par ailleurs, et dans la continuité de l'affaire MERAH, les treize personnes suspectées d'appartenir au groupuscule salafiste "Forsane Alizza" (cf. "BQ" des 2 et 3 avril) ont été mises en examen dans la nuit de mardi à mercredi, et neuf d'entre elles écrouées. Elles sont soupçonnées d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et d'acquisition, détention et transports d'armes. En outre, dix personnes suspectées de s'être rendues en Afghanistan ou au Pakistan ou de vouloir s'y rendre pour mener le jihad, mais sans lien avec "Forsane Alizza", ont été arrêtées hier matin dans plusieurs villes dans le cadre de huit enquêtes préliminaires du parquet antiterroriste ouvertes lundi pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et confiées à la DCRI.